



C'est un thème qui n'a pas manqué de faire réagir: la durabilité des entreprises. Le Conseil fédéral envisage de s'aligner sur les exigences de l'UE en matière de reporting ESG (environnement, social et gouvernance). Et si, avant d'élargir encore les règles, on évaluait plutôt leur utilité réelle? Puis, découvrez nos propositions pour réagir au choc des droits de douanes américains. Bonne lecture!

Nouvelle publication

Vers une bureaucratie durable?



Le Conseil fédéral souhaite adopter la directive européenne sur le reporting en matière de développement durable, alors même que Bruxelles envisage désormais d'alléger cette réglementation qui comprend des centaines de données supplémentaires, des contrôles externes, et des milliards de coûts annuels. Dans leur nouvelle analyse, Michele Salvi et Philippe Güttinger ont calculé les coûts de cette réglementation, qui s'avèrent extrêmement élevés,

notamment pour les PME. Les auteurs en concluent donc qu'au lieu d'adopter des prescriptions supplémentaires, la Suisse devrait évaluer sa réglementation actuelle dans le but de maintenir un juste équilibre.



Découvrez nos pistes dans notre [analyse complète](#).



Ou si le temps vous manque, découvrez notre [format condensé](#) pour en discuter à la machine à café.

Le chiffre de la semaine



C'est ce que coûterait aux entreprises suisses un alignement sur la directive européenne sur les rapports de durabilité (CSRD) par année, soit nettement plus que les dépenses actuelles.

Droits de douane

Réponses au choc douanier



Les droits de douane américains pèsent sur l'économie suisse. Toutefois, l'inaction n'est pas une option, tant au niveau de la politique étrangère qu'au niveau national. Ci-dessus 15 mesures concrètes pour renforcer la compétitivité de la Suisse au cours des douze prochains mois.

[Découvrez l'intégralité de notre analyse.](#)

6 questions, 6 réponses

L'avenir de l'imposition minimale de l'OCDE

Adoptée il y a quelques années, l'imposition minimale de 15% est loin d'être devenue un standard mondial. Les Etats-Unis, la Chine ou l'Inde s'en tiennent désormais à l'écart, et l'accord du G7 a encore rebattu les cartes. En Suisse,

certains acteurs souhaitent suspendre cette mesure, mais une telle décision serait prématurée.

Pourquoi? Réponse avec Lukas Schmid et Oguz Bayindir en 6 points.

Revue de presse

Dans les médias



Durabilité des entreprises Au micro de Forum (RTS), Diego Taboada, directeur romand, a débattu des principales conclusions de notre étude «Vers une bureaucratie durable?» avec Vincent Kaufmann, directeur de la Fondation Ethos. Il rappelle qu'il faut à tout prix éviter une surcharge bureaucratique sur les PME suisses, dont l'utilité en matière de durabilité est discutable.

Par ailleurs, la Fondation pour l'attractivité du canton de Genève a vulgarisé le contenu de notre étude sur Instagram.

Deuxième pilier Le Vermögenszentrum (VZ) a récemment publié une étude qui annonçait une baisse des rentes du 2e pilier jusqu'à 40%. Un article de la Handelszeitung et de la NZZ rappellent notre étude «Un deuxième pilier plus solide qu'en apparence» qui avait révélé qu'entre 2015 et 2022, en prenant en compte les prestations en capital, les prestations ont baissé de 1 à 5% alors

que la durée de versement a augmenté de 6 mois en moyenne pendant cette période. Grâce à une participation croissante sur le marché du travail, les prestations des femmes ont même augmenté de 2 à 6%.

Armée Patricia Schafer, Fellow, s'est exprimée dans un [article du Nouvelliste](#) sur les demandes de déplacement des cours de répétition à l'armée: «Le coût lié au service militaire a clairement augmenté ces dernières années, car il empêche de profiter d'autres opportunités, comme aller travailler à l'étranger ou effectuer un séjour linguistique. Notre plus grande mobilité n'est pas toujours conciliable avec le service militaire. En parallèle de cette augmentation des coûts, on observe également une diminution des avantages.»

Chômage partiel Dans un article sur l'extension des RHT, le Temps a relayé les propos de notre étude «[En pleine forme?](#)»: l'usage extensif des RHT et des aides en cas de rigueur a eu des retombées positives sur l'emploi, mais il ne faut pas en user de manière abusive et trop longue.

Hôtellerie Un [article de la Tribune de Genève](#) s'est penché sur l'hôtellerie suisse qui demande une prolongation du taux de TVA réduit jusqu'en 2035. De quoi rappeler notre article «[Quand l'Etat subventionne les centres de bien-être](#)» dans lequel nous qualifions la politique touristique suisse et ses mesures, comme la TVA réduite en 2024, d'exemple parfait d'une politique industrielle difficilement réversible une fois mise en place.

PIB par habitant Pour expliquer la hausse du PIB par habitant plus faible en Suisse qu'ailleurs, [un article de l'Agefi](#) a relayé les propos de notre article «[It's the productivity, stupid!](#)»: «Les économies nationales dont les performances économiques et la productivité sont déjà élevées ont tendance à croître plus lentement que les pays dont le niveau de départ est plus faible».

On vous a transféré cette infolettre?

Alors [inscrivez-vous à notre infolettre](#), afin d'être toujours au courant de nos actualités.

Qui sommes-nous?

En tant que think tank indépendant, **Avenir Suisse** développe des idées pour l'avenir de la Suisse, en se fondant sur des études scientifiques et des principes libéraux.

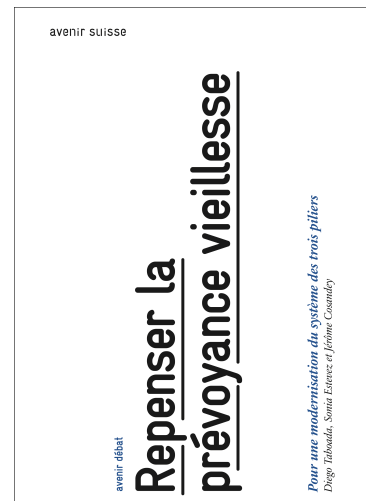
Nos publications actuelles



La Poste, pertinence plutôt que nostalgie



Avantages garantis pour les banques cantonales



Repenser la prévoyance vieillesse

Vous avez manqué une infolettre?

Pas de panique, retrouvez-les toutes dans notre [archive des infolettres](#).



© Avenir Suisse, Chemin de Beau-Rivage 7, 1006 Lausanne, Suisse, [avenir-suisse.ch/fr/](https://www.avenir-suisse.ch/fr/)

[A propos de nous](#)

[Déclaration de protection des données](#)

[Pourquoi vous recevez cette infolettre](#)

Afin d'éviter que cet e-mail n'apparaisse dans vos spams, ajoutez NewsletterFR@avenir-suisse.ch à votre carnet d'adresses.

Gestion de l'abonnement